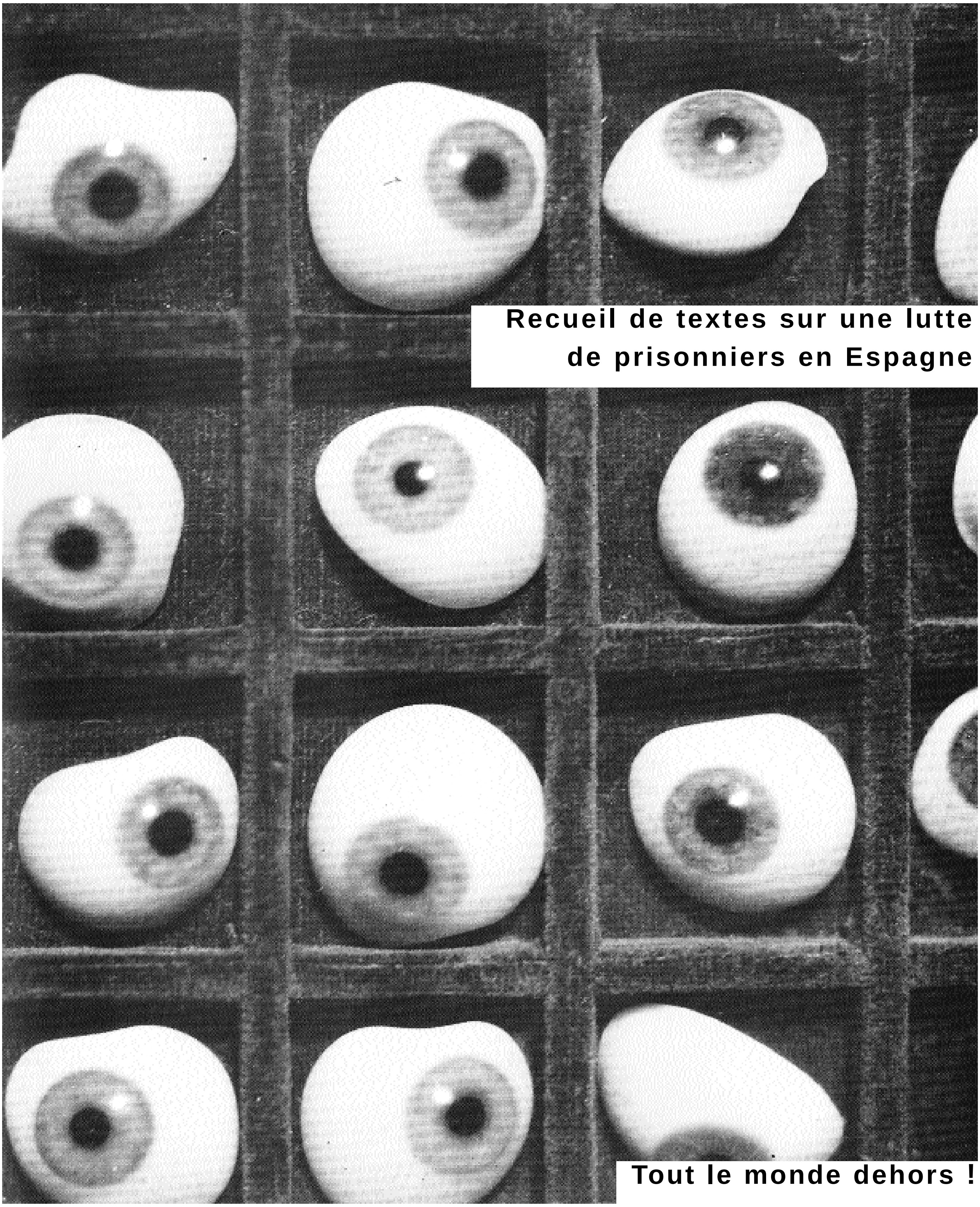
Pour en finir avec le F.I.E.S.

Résistance et solidarité contre l'anéantissement carcéral



Recueil de textes sur une lutte de prisonniers en Espagne

Tout le monde dehors !

------------- SOMMAIRE -------------

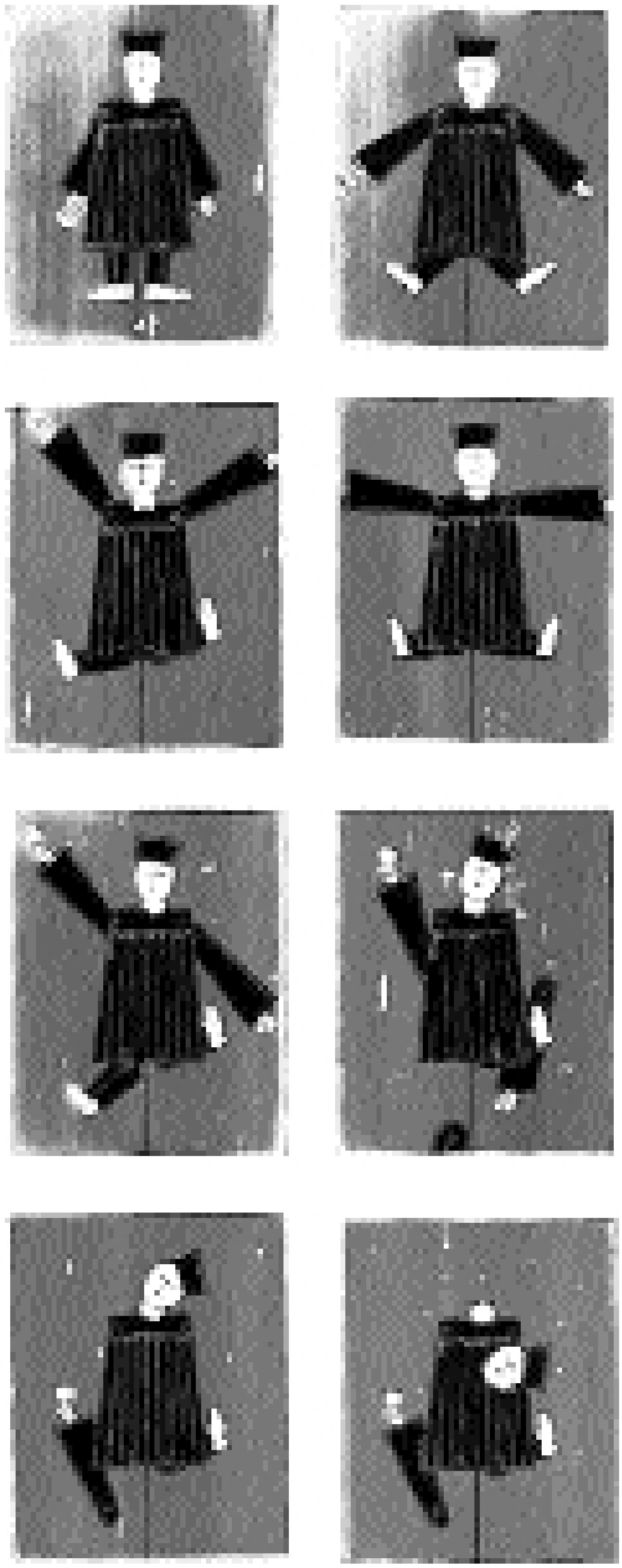
PRÉSENTATION

Paris, mai 2000

LE DOSSIER que nous présentons regroupe des textes concernant la lutte que plusieurs prisonniers ont commencé en Espagne dans et contre le F.I.E.S. (littéralement, Fichier intérieur de suivi spécial). Il s'agit de divisions de haute surveillance créées en 1991 afin d'isoler, observer et anéantir les détenus considérés comme les plus dangereux. Comme les textes qui suivent l'expliquent mieux, ce régime spécial ne fait que pousser à l'extrême un aspect central du système carcéral et de cette société toute entière : la différenciation. Institué progressivement comme riposte aux luttes très dures menées contre la prison à la fin des années 70, le F.I.E.S. associe à la brutalité pure et simple (onze personnes sont mortes depuis 1991) un programme scientifique de domestication ; les cinq degrés dont il se compose représentent des frontières supplémentaires pour criminaliser les plus réfractaires à l'orthopédie de la soumission. Dans ces prisons à l'intérieur de la prison, la hiérarchie sociale du pouvoir et de l'argent parle son langage le plus clair.

À côté d'un historique (plutôt succinct) des mutineries et des répressions qui sont à la base de l'instauration du F.I.E.S., on trouvera dans ces pages les propositions pour une lutte commune lancées il y a plusieurs mois par quelques détenus, des récits tant sur l'anéantissement carcéral que sur la volonté qui s'arme pour briser les barreaux, et un cadre de la situation actuelle. C'est un mouvement qui, entre mille difficultés, commence à se dessiner. Comme l'histoire de la création du F.I.E.S. le montre, les illusions réformistes à propos d'une prison plus “ humaine " n'ont fait que renforcer les projets étatiques de la criminalisation des pauvres qui ne veulent pas s'accorder avec leurs geôliers. Le manque d'action solidaire à l'extérieur a ensuite contribué à enterrer vivants nombre de prisonniers. On peut mesurer par là aussi l'exactitude du vieux principe subversif selon lequel la prison ne fait que refléter le monde qui la produit et dont elle ne peut pas être dissociée. Sans un mouvement de rébellion sociale, la prison ne sera qu'un concentré de toutes les résignations - ou d'extermination des rebelles.

Les revendications mises en avant par les détenus - *l'abolition du F.I.E.S., la libération des prisonniers malades et la fin de l'éloignement et des transferts continuels* - ont le mérite, à notre avis, de ne pas reproduire les divisions (par exemple entre “ prisonniers politiques " et



“ prisonniers de droit commun ") dont l'Etat lui-même se sert pour mieux isoler les pauvres. Dans ce sens, leur lutte concerne tous les prisonniers, visant à pousser l'Etat, de son propre côté, à céder sur des points partiels. Il ne s'agit pas de la fin des conflits baratinée contre quelques bénéfices - comme le rêvent les démocrates de tout poil -, mais d'un moment de l'affrontement. Les conditions de détention dans les divisions du F.I.E.S. - où sont actuellement enfermés environ 80 personnes - sont tellement infâmes, la resistance isolée payée si chère, qu'on ne peut que se rejouir d'une lutte collective pour briser cette machine de mort. Face à la détermination des prisonniers, la répression ne restera pas les bras croisés. La solidarité active de ceux qui sont “ dehors ” peut s’opposer à la matraque des matons.

Pour les individus à qui l'abrutissement médiatique n'a pas enlevé la lucidité de voir ce qui reste de leur liberté entre les narcotiques électroniques et les rayons des marchandises, se solidariser avec des prisonniers en lutte peut être bien plus qu'un acte de soutien. C'est défendre sa propre liberté. Les quartiers d'isolement - qui existent également ici, encore que *nominalement* abolis - sont l'exception qui nous dévoilent la règle de ce monde. Ce sont les *camps* où la Loi, suspendue par un acte de pouvoir, offre carte blanche à ses sbires. (Le F.I.E.S. n'est prévu par aucun code, étant issu d'une simple circulaire administrative.) Que les compagnons qui y sont enfermés les appellent camps de concentration, ce n'est pas de la réthorique. Au travers de quelques individus, c'est la resistance de l'espèce humaine, son élan vers la liberté, qui est visée sous les coups et les humuliations. La face cachée de la loi - ce puits d'où sortent toutes les matraques - couvre la pratique scientifique des tortures démocratiques. Au même titre que les centres de retention, les camps pour les réfugiés, les zones d'attente pour les clandestins, ces divisions spéciales nous dessinent la carte géographique du monde des Etats et de l'Economie. Les ghettos où l'on enferme la misère et où l'on enterre la révolte, ce sont le véritable visage de notre présent.

La critique radicale du système carcéral engagée pratiquement dans le cours de la lutte actuelle par des prisonniers du F.I.E.S. rejoint nécessairement celle, plus totale, qui est formulée contre le monde de la marchandise et la société qui le façonne. La volonté d'en finir avec un régime spécial est un combat contre la division existante autant dans la prison sociale que derrière les murs sombres des cellules. C'est à partir de ces conditions d'enfermement où régnent les variations infinies de la privation de liberté que se trouvent parfois réunies les conditions d'une solidarité possible contre tous les degrès de survie derrière les façades de toutes les prisons. La société est la prison qui contient toutes les autres. L'isolement carcéral dévoile aussi brutalement la nature réelle de tous les liens sociaux dont la seule effectivité est de détruire la liberté dans l'esprit et le corps des individus. Or, dans ces temps de consensus, les mutinés de deux côtés du mur sont désespérément seuls. Et pourtant...

La lutte des détenus en Espagne - lutte qui touche actuellement une vingtaine de prisons et qui a juste commencé à mesurer ses forces - a su trouver ses premiers complices (ainsi que ses immanquables dames de charité). Les compagnons qui y sont engagés espèrent que la solidarité internationale retrouve ses partisans...

Contre le bavardage médiatique actuel à propos de la nécessité d'une “ meilleure qualité de l'enfermement " - ce spectacle de la dénonciation dont un médecin de prison aux idées progressistes a bien voulu fournir l'occasion avant de retourner à son travail de collaborateur -, la lutte de détenus F.I.E.S. nous rappelle qu'il n'y a pas d'aménagement humain ou tolérable à l'isolement ; que l' “ ouverture " pour les uns sera la répression pour les autres ; que faire participer, dans cette société comme à l'intérieur de ses prisons, c'est toujours diviser. Dans ce sens, elle trace la seule perspective de reciprocité et de liberté : la destruction totale des prisons. Pour un monde sans Etat, sans argent et sans classes.

Par la diffusion autant que possible de ce petit dossier nous voulons contribuer à ce que cette lutte rencontre les âmes ardentes dont elle a besoin.

Aux sources du F.I.E.S.

DÉBUT 1977, en Espagne, naît la C.O.P.E.L. (Coordination des Prisonniers en Lutte), issue de l'auto-organisation des détenus et prenant une forme assembléiste. Précedée par l'affiche des prisonniers de Carabanchel, la C.O.P.E.L. est créée suite aux coups et blessures donnés à une centaine de jeunes dans une maison de correction et à trois détenus poignardés par un groupe de provocateurs de mèche avec l'administration. Une vague d'émeutes s'étend à plusieurs prisons (prises d'otages, destructions, affrontements avec la police qui vient remplacer les surveillants, etc.), tandis qu'à l'extérieur des actions de solidarité sont menées contre les tribunaux, les autres édifices de l'administration judiciaire et contre les structures carcérales. Dans ces actions de solidarité, on peut distinguer en particulier les libertaires des Groupes Autonomes. Dans une prison, 26 détenus s'eventrent à l'arrivée de la police, d'autres avalent divers objets. Un mutin avale un robinet et doit être transporté à l'hôpital, d'où il s'évade. Dans les couloirs des prisons quelques blessés écrivent le mot C.O.P.E.L.. Le jour suivant, 98 prisonniers sont transférés et 40 auto-mutilés mis au mitard. Dés lors et jusqu'en 1979 les grèves et les mutineries se succédent sans interruption dans les prisons espagnoles.

La C.O.P.E.L. n'échappe pas au phénomène d'émergence de leaders, ce qui fini par la diviser. D'une part, les leaders réformistes qui se limitent à demander une prison plus humaine et qui négocient des améliorations pénitentiaires. D'autre part, une minorité plus radicale qui se bat pour la destruction totale des prisons. Le pouvoir qui se crée entre les prisonniers prend des fois la forme d'un véritable racket.

La riposte de l'Etat est, comme toujours, double : d'un côté, les négociations, de l'autre la répression. C'est ainsi que le directeur général des prisons, Carlos Garcia Valdès, professeur en droit et défenseur acharné de la peine de mort, promet une réforme tandis qu'il s'occupe d'infiltrer la C.O.P.E.L. et de construire, pour tous les mutinés, la prison spéciale de Herrera de la Mancha (1979). Valdès, père de l'actuel règlement pénitencier, déclare à cette époque : “ Laissez les prisonniers se pendre avec leur propre corde ". Observer et diviser les détenus - voilà la logique de la nouvelle prison de Herrera de la Mancha, constuite non plus sous forme de blocs liés par une structure centrale, mais de macro-prisons cloisonnées en divisions indépendantes les unes des autres. Des prisons dans la prison, où sont enfermés les détenus considérés comme les plus dangereux, afin de pouvoir les “ travailler ". De cette expérimentation, sortiront en 1991 les différents degrés d'isolement qui composent le F.I.E.S.

Une fois arrivé à Herrera de la Mancha, le prisonnier est placé en observation dans le premier



LA PRISON DANS LA PRISON

En 1994 le Tribunal constitutionnel accepte que le régime F.I.E.S. soit suspendu jusqu'à l'analyse du recours présenté par deux détenus soumis à celui-ci.

Actuellement, ce régime, introduit par la circulaire du 02/08/91, est toujours présent. Selon l'article 93 du règlement pénitencier, il prévoit :

- ISOLEMENT : la promenade en cage individuelle de 3 heures avec au plus un seul détenu.
- DUREE INDETERMINEE : normalement le statut est revu tous les trois mois mais en réalité il se prolonge durant des années.
- MODE DE VIE : selon le caprice du centre pénitencier il peut y avoir censure et limitation de la correspondance ; sortie dans une cours grillagé de 10 m sur 15 ; refus du parloir en vis-à-vis ; fouille intégrale avec utilisation arbitraire des rayons X ; repas dans les cellules avec un plateau en plastique ; torture physique et psychologique continuelle.

Onze personnes sont déjà mortes dans ce système d'isolement barbare.

La direction pénitentiaire et l'équipe des psychologues établissent le degrés de dangerosité du détenu.

Les détenus frappés par l'article 10 (“ organisation de bande armée ”) sont transférés dans les prisons équipées pour le régime F.I.E.S..

Association de prisonniers en régime spécial (reconstituée)

Le 27 juin 1989, mutinerie dans le Puerto de Santa Maria. Les mutins sont transférés à la prison de Herrera de la Mancha et mis en isolement.

Le 14 février 1990, des gardiens sont séquestrés par des détenus à Alcala Meco. Ils revendiquent la sortie d'isolement de Juan Redondo Fernandez ainsi que celle des détenus en isolement de Herrera de la Mancha .

Mars 1990, mutinerie suite à la grève des gardiens à Daroca, qui s'étend à Nanclares de la Oca, Caceres II, Alcala Meco et Fontcalent.

Octobre 1990, est créé l'A.P.R.E.®, elle veut améliorer la gestion des prisons.

12 Novembre 1990, mutinerie dans la prison de Fontcalent. Elle dure jusqu'au 15, date à laquelle elle est durement réprimée.

18 mars 1991, mutinerie à Herrera de la Mancha soutenant l'A.P.R.E.® pour établir une discussion sur 15 points précis.

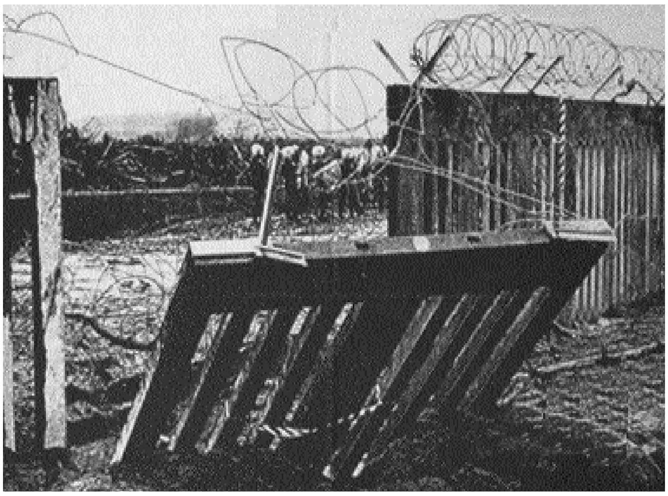
11 juillet 1991, nouvelle mutinerie à Herrera soutenant l'A.P.R.E.®. Suite à ces quelques succès est instauré le F.I.E.S..

11 septembre 1992, mutinerie à Daroca.

Ces faits ont été recueillis dans un dossier sur la C.O.P.E.L. et dans le livre *huye, hombre, huye. Diario de un preso F.I.E.S.*.

degré (isolement total). Si, pendant une période de trois mois, il ne commet pas d'infractions, il passe au deuxième degré, où les différences de traitement sont minimales (un petit peu plus de “ promenade " par jour, partagée avec quelques autres détenus). Au bout de tous les degrés traversés sans infractions, le détenu est transféré dans une autre prison. À tout cela, le F.I.E.S. n'ajoutera que les moyens fournis par les nouvelles technologies.

Même dans la prison de Herrera de la Mancha, toutefois, les révoltes ne manquent pas. La pratique habituelle de l'administration pénitentiaire consiste à lâcher les chiens contre les prisonniers insoumis. La gestion de la prison est assurée par la Guardia Civil. Passages à tabac, destruction de tous les objets personnels et humiliations sont le lot quotidien du détenu. À l'entrée, le prisonnier, nu dans une cellule vide, trouve une feuille blanche sur laquelle on l'invite à moucharder les autres détenus. Pour ceux qui refusent, la répression est brutale.



D'autres prisons sont en révolte. En particulier, à Meco (Madrid), les prisonniers créent la APRE (Association de Prisonniers en Régime Spécial). Ils n'acceptent aucune forme de dialogue avec leurs geôliers. C'est une lutte à couteaux tirés, où la minorité radicale n'a qu'un but : tuer les surveillants et les policiers, prendre les armes et lutter jusqu'à la mort. La répression est féroce et couvre de son ombre les années 80.

Ce n'est qu'avec la mutinerie à Puerto de Santa Maria, le 27 juin 1989, que les révoltes collectives font leur retour. Les mutins sont transférés à Herrera de la Mancha et placés en isolement. Le 14 février 1990, des gardiens sont séquestrés par des détenus à Alcala- Meco. Il revendiquent la sortie d'isolement de Juan Redondo Fernandez ainsi que celle des prisonniers de Herrera de la Mancha. D'autres mutineries suiveront.

Le 18 mars 1991, une nouvelle émeute éclate à Herrera de la Mancha soutenant la APRE réconstituée (et 15 revendications précises), suivie d'une autre le 11 juillet de la même année. En guise de riposte, l'Etat instaure le F.I.E.S.

Après la mutinerie à Daroca, le 11 septembre 1992, les luttes se replient ainsi que l'action solidaire à l'extérieur.

Depuis des années, c'est surtout autour de l'abolition du F.I.E.S que les hostilités reprennent.

UNE RAPIDE CHRONIQUE D'ACTIONS CONTRE LA PRISON MENEES DE" L'EXTERIEUR "

DANS LA PÉRIODE 1977-78, les camarades des Groupes Autonomes (ainsi qu'eux-mêmes se définissaient) ont fait des actions à Barcelone, Madrid et Valence, contre des tribunaux, contre la prison Modelo de Barcelone et contre des édifices de l'administration judiciaire, en appui aux luttes des prisonniers. Ils ont écrit des lettres recueillies dans une brochure intitulée " Libertad. Communiqués des Groupes Autonomes emprisonnés à Ségovie "*, qui montrent bien quelle solidarité on peut espérer de l'extérieur par rapport aux luttes menées dans les prisons.

« ...La lutte à l'intérieur des prisons a pris une forme assembléiste. La C.O.P.E.L. qui est issue de l'auto-organisation des détenus n'a pas échappé au phénomène d'émergence de leaders, ce qui a fini par la diviser. D'une part, les leaders réformistes qui se limitaient à demander une prison plus humaine et qui ont pactisé avec Garcia Valdès (directeur général des prisons à l'époque) et ont fait confiance à ses promesses sur la réforme pénitentiaire. D'autre part, une minorité plus radicale qui demandait la destruction totale des prisons. La police a réprimé sauvagement les mutins et la D.G.I.P. a enterré vivante dans des prisons spéciales la minorité qui se distinguait par sa radicalité... Dans les rues, seuls quelques comités pro-C.O.P.E.L., quelques secteurs de la C.N.T. et les Groupes Autonomes ont appuyé la lutte. »

En 1980, les commandos autonomes anticapitalistes firent voler en éclats une maison de correction en construction à Azpeitia (Euskal Herria), affirmant dans un communiqué que « ...JAMAIS NOUS NE VERRONS UN ENFANT ENFERME DANS UNE MAISON DE CORRECTION. »

Nous n'avons pas d'information sur ce qui s'est passé dans la rue pendant la décennie 80-90. Cette absence d'anarchistes et de rebelles (la CNT ne fera rien non plus pendant des années), au moins ici à Madrid avec certitude et sans doute aussi ailleurs, provoque un manque d'analyse et d'actions, d'échanges d'expériences, d'imagination et de créativité révolutionnaire et ne permet pas d'apprendre des erreurs du passé. On peut prendre comme exemple les occupations de maisons vides à Madrid et Barcelone par des anarchistes qui ont recommencé en 86-87, alors que c'était une pratique courante en 78-79.

Dans la dernière semaine de novembre 97, plusieurs personnes et collectifs s'enferment dans la cathédrale de l'Almudena pour dénoncer et exiger la fermeture des F.I.E.S..

Tous les ans depuis 94 à Madrid et Barcelone, le 31 décembre, des manifestations ont lieu devant les prisons pour saluer les détenus.



Septembre 97. Suite à la mort d'un insoumis (Enrique Mur Zubillaga) par manque de soins, à la prison Torrero de Saragosse, de violents affrontements éclatent à Madrid qui conduisent à la destruction du quartier Chueca et à l'incendie de la banque Caja Madrid dans le quartier Latina.

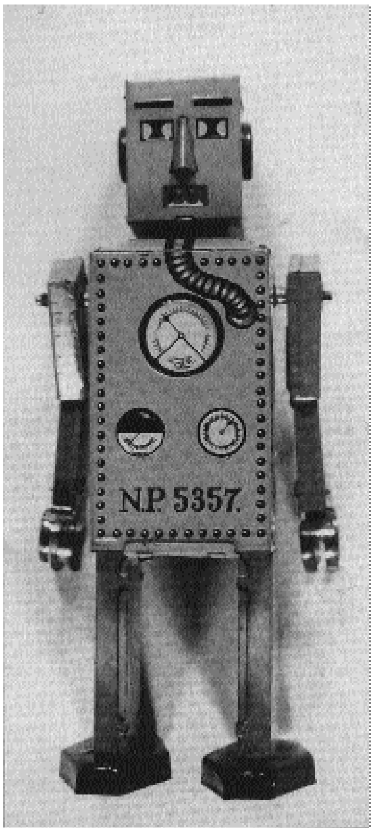
En 99, des entreprises participant à l'exploitation du travail dans les prisons, comme le Corte Inglès et Eroski, sont la cible de plusieurs attaques incendiaires et d'actes de vandalisme (jets de pierres, serrures bouchées, etc.).

Le 28 mai 1999 deux jeunes perturbent l'allocution de la candidate du Parti Populaire espagnol en jouant de la trompette et jetant des tracts du haut de la tour de l'horloge sur la place d'Espagne à Victoria. Ils déploient aussi une banderole sur laquelle est inscrit « le PP piétine les droits des prisonniers »

* Cfr. Groupes autonomes libertaires, *Appels de la prison de Ségovie*, Champ Libre, Paris, 1980.

Dernières nouvelles de la lutte contre le F.I.E.S.

ENTRE LE 16 et le 19 mars une grève de la faim a eu lieu dans les prisons espagnoles pour l'abolition du F.I.E.S., la libération des malades, la fin de l'éloignement et des transferts continuels. Une grève symbolique de quatre jours (quatre comme les murs d'une cellule) menée avant tout dans le but de mesurer les forces. Environ 200 détenus y ont participé. Les prisons touchées par la lutte sont : Picassent (Valence), Quatro Camins (Barcelone), Can Brians, Gerona, Villanubra (Valladolid), Nanclares de la Oca (Vitoria), Huelva II, Todas (Salamanca), Teixeiro (Coruna), Jaen II, La Moraleja (Palencia), Alcala-Meco - Valdemoro - Naval Carnero - Soto del Real (Madrid), Villabona (Gijon), Ocana (Toledo), Puenas (Santander), Herrera de la Mancha, Puerto I, Puerto II (prison de femmes), Almeria, Palma de Mallorca. La plupart des détenus ayant participé sont au premier degré du F.I.E.S. (isolement total), mais on en trouve également un bon nombre au deuxième degré (25, par exemple, dans la prison de Alcala-Meco à Madrid). Si l'on pense qu'il y a actuellement à peu près 80 prisonniers au F.I.E.S. (les cinq degrés confondus), on peut évaluer l'importance de ce premier moment de lutte.



La presse et la radio d'Etat ont parlé de la grève. *Canal* + a interviewé un prêtre (évidemment) d'un groupe d'appui de Madrid, participant à une coordination nationale liée à une association pour les droits de l'homme de Cordou et Seville. Les raisons de la grève ont été exposées.

Pendant les semaines précédant la grève, plusieurs initiatives de solidarité ont été organisées dans différentes villes.

Le 26 février, une manifestation a eu lieu à Madrid devant les institutions pénitentiaires. Avec les slogans “ Amnistie pour l'an 2000, ni F.I.E.S., ni éloignement, ni malades en prison ", une soixantaine de personnes ont protesté à l'appel de la Coordination pro-détenus de Madrid, Caisse de resistance ouvrière, Confédération syndicale Solidaridad obrera (Madrid), CNT de Villaverde (Madrid), CNT de Aranjuez, Assemblée des chômeurs “ Pablo Neruda ", Lucha autonoma, Kolonna Durruti, Controcorrente, A.F.A.P.P. (association des familles et des amis des prisonniers politiques).

Le même jour, à Barcelone, 300 personnes ont manifesté devant les institutions pénitentiaires. Des manifestations ont eu lieu également à Cantabria et à Palma de Mallorca.

Toujours le 26, à Milan, un rassemblement d'une cinquantaine de compagnons s'est tenu devant le consulat espagnol.

Le 11 et le 12 mars, les Gestoras Pro-Amnistia du Pays Basque ont organisé des bus pour un rassemblement devant la prison de Jaen II.

Des collectifs se créent un peu partout (éditant dossiers, affiches, etc.).

Le 14 mars, à Pampelune, des anarchistes se sont enchaînés au balcon du consulat italien (l'action a été filmée et passée à la télévision) en solidarité aux compagnons prisonniers et contre le F.I.E.S.

Le 16 mars, à Barcelone, deux jeunes se sont “ pendus " (pour simuler les morts en prison) au-dessus d'un périphérique, proche d’une prison, tandis qu'une cinquantaine de camarades de l'Assemblée de soutien aux prisonniers en lutte ont bloqué le trafic pendant une heure et demi provoquant une queue de trois kilomètres.

Le 17 mars, toujours à Barcelone, un rassemblement a été organisé devant la délégation des institutions pénitentiaires, exigeant le rapprochement vers la Catalogne de deux prisonniers enfermés à Picassent (l'un des deux a été effectivement transféré par la suite).

Du côté réformiste, six personnes d'une

association humanitaire ont fait une grève de la faim à Madrid pendant les quatre jours de grève prévus par les détenus. Toujours à Madrid, le 16 mars, une centaine de personnes se sont rassemblées à l'appel d'une coordination nationale composée par des associations contre la torture, les Mères contre la drogue et des collectifs universitaires. Un avocat a dénoncé l'isolement carcéral lors d'un meeting.

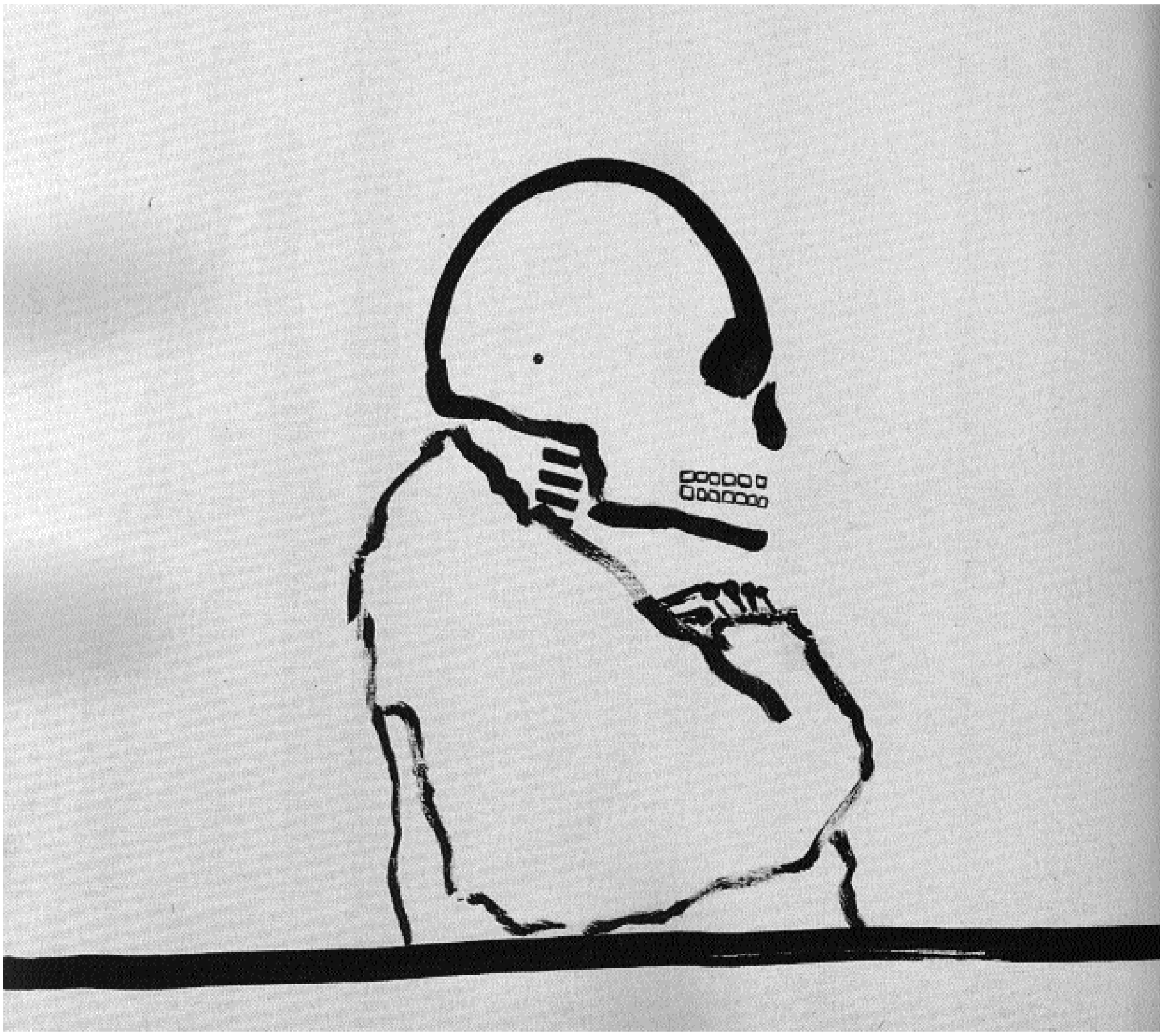
À Bilbao et ailleurs des conférences de presse ont été organisées.

De son côté, l'Etat a organisé une criminalisation médiatique des prisonniers F.I.E.S. en parlant de surveillants agressés par des détenus (tous associés à ETA). Les conditions infâmes de détention, ainsi que les tortures, ont été évidemment niées. Des perquisitions ont été effectuées à l'encontre des compagnons solidaires avec les prisonniers en luttes ; la communication entre les groupes est entravée ; les contrôles et les menaces de la part de la police constituent une réponse claire de l'Etat : interdiction de toute solidarité. Quelques détenus actifs dans le mouvement qui commence ont été transférés afin de briser la lutte.

Le premier avril, à Madrid, une manifestation s'est déroulée vers la prison de Soto del Real. Le 9 avril, c'est la prison de Todas (Salamanca) qui est sortie du silence. Le 15 avril, encore un cortège, avec 150 personnes, cette fois vers la prison de Quatro Camins (Barcelone). Au mois de mai, une manifestation est prévue devant la prison de Naval Carnero (Madrid).

Les conditions infâmes du F.I.E.S. ont poussé ce mois-ci trois autres détenus au “ suicide ". C'est tout dire que plusieurs “ juges de surveillance " (juges d'application des peines) ont émis des décrets contre ces divisions de haute sécurité. Le F.I.E.S., qui n'est prévu dans aucune loi, est défini comme une “ mesure administrative ".

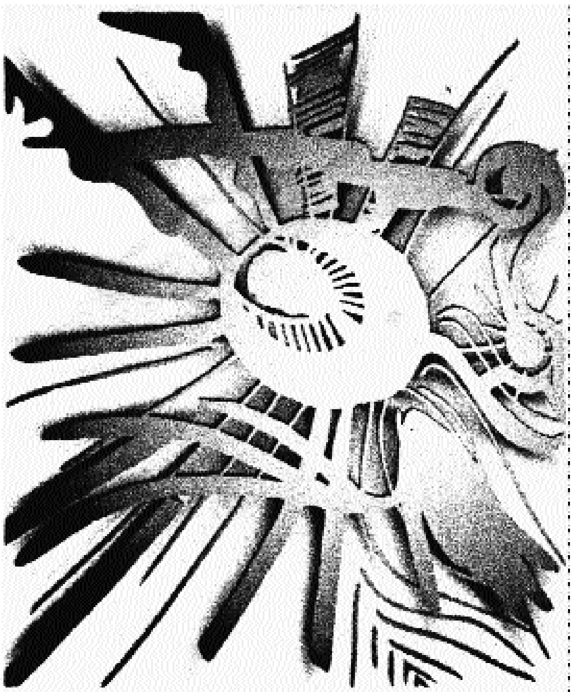
Ce n'est que l'action solidaire qui peut pousser l'Etat à céder et à abolir le F.I.E.S.



PRISONNIERS EN LUTTE

LES COMMENCEMENTS DE LA LUTTE

En ce qui concerne les F.I.E.S., la mobilisation n'est pas nouvelle. Il y a toujours eu des actions de protestation menées par des individus ou par de petits groupes de prisonniers (grèves de la faim, de promenade, grève des bras croisés, etc.). Mais récemment, quelques détenus F.I.E.S. se sont rendus compte que si la lutte n'était pas coordonnée, elle resterait inefficace et sans grande importance à l'extérieur des prisons.



Ce besoin, cette nécessité d'organisation vient, avant tout, de personnes qui sont passées par les divisions F.I.E.S. les plus dures de l'Etat (tabassages, tortures, etc.) Ce sont elles qui ont pris l'initiative de coordonner les différentes protestations. Elles ont commencé par des “ txapeos " (refuser de sortir en promenade), mais elles ont vu que si leur lutte ne s'étendait à d'autres détenus et s'il n'y avait pas un soutien extérieur suffisamment radical, les conséquences de leurs actions ne seraient qu'une répression accrue.

Les premières actions des détenus qui ont suivi cette lutte ont été des grèves de promenade menées par de petits groupes de prisonniers, et qui durent toujours. Et petit à petit, la lutte s'est étendue à d'autres prisons, grâce à des lettres que les détenus envoyaient à d'autres, et également par les lettres et les communiqués que certains prisonniers ont envoyé aux collectifs de soutien extérieurs, afin que les nouvelles circulent et que les détenus aussi bien que les personnes dehors puissent se solidariser avec la lutte. Des détenus du second degré ont appuyé la lutte de façon active, ce qui fait qu'il ne s'agit pas d'une lutte de prisonniers à l’isolement exclusivement (bien que la majeur partie des gens qui se sont engagés souffrent de ce régime d'isolement).

Ces premiers “ txapeos " ont eu comme but celui d’organiser quelques jours de grève de la faim communs dans les différentes prisons. Trois grandes revendications approuvées par tous se sont dégagées : 1 - ABOLITION DU REGIME F.I.E.S. ET DE L'ISOLEMENT ; 2 - CONTRE LA DISPERSION (accomplir sa peine loin de chez soi, dispersion des prisonniers dans plusieurs prisons et à l'intérieur d'une même prison, etc.) ; 3 - LIBERATION DES DETENUS MALADES.

A l'origine de cette proposition de se coordonner pour une grève de la faim de 4 jours (du16 au 19 mars), il y a le fait que le mouvement a pris pas mal d'ampleur dedans comme dehors. A Barcelone, le mouvement de soutien extérieur a augmenté de façon significative (fonctionnement de l'Assemblée d'Appui aux Personnes Prisonnières En Lutte - A.A.P.P.E.L. - , manifestation du 26 février sur les 3 revendications principales de la lutte, à laquelle 300 personnes ont participé ; action de solidarité pendant lagrève, au cours de laquelle 2 personnes se sont pendues d'un pont sur le périphérique, l'une s'attachant à un sommier, l'autre simulant une pendaison avec des draps déchirés, pour protester contre la pratique d'enchaîner les détenus à leur lit et contre le grand nombre de prisonniers morts dans ces circonstances, etc.). D’autres initiatives sont en route. C'est en Catalogne qu'il y a eu le moins de réponses dans les prisons, même si des prisonniers de Quatre Camins et de Can Brians (où il y a eu des signes de solidarité également dans le quartier de femmes) ont rejoint la lutte. Cela laisse penser que les techniques de contrôle des personnes par l'Administration

catalane sont plus effectives que celles du reste de l'Etat.

CHRONIQUE DES MOBILISATIONS DANS LES DIFFERENTES PRISONS

C.P. PICASSENT (Valence)

La lutte et les grèves de la faim organisées ont été suivis par 10 détenus F.I.E.S. dans 2 divisions.

En moins d'un an, deux détenus des divisions F.I.E.S. sont morts : l'un suite au tabassage de la part des surveillants, et l'autre “ suicidé ” (on l'a retrouvé pendu dans sa cellule) alors qu'il était depuis 10 ans dans les F.I.E.S. et qu'il lui restait 6 mois avant la liberté. Il est important de souligner que ce dernier était depuis quelques temps bourré de médicaments, avec de fortes doses de psychotropes et qu'il se trouvait dans un département de prévention des suicides.

Ils font une grève de promenade depuis décembre 99 qu'ils n'ont pas encore abandonnée.

C.P. TEIXEIRO (A Coruna)

Il y a environ 6 détenus qui se sont engagés dans la lutte depuis le début et tous sont classés F.I.E.S..

Cela fait un moment qu'ils font une grève de promenade pour soutenir les 3 revendications collectives.

Un jour, des matons ont voulu faire subir à 3 des détenus en lutte une fouille corporelle intégrale, à poil. Ceux-ci ont demandé une robe de chambre (droit reconnu dans de nombreuses sentences du Tribunal Constitutionnel et dans diverses procédures des Juges de Vigilance Pénitentiaire). Devant cela, les matons leur ont foutu une bonne raclée et les ont dispersés au sein de la prison, puis les ont laissé attachés à leur lit pendant 2 jours. En réponse à ce qui s'est passé, les 3 détenus ont entamé une grève de la faim, et du coup, on les a transféré schacun dans des prisons différentes (Villanubla-Valladolid-, Madrid V et Palencia).

Les autres prisonniers en lutte qui sont restés à Teixeiro après ces événements ont fait la grève de la faim de 4 jours et continuent la grève de promenade.

C.P. JAEN II (Jaén)

Les divisions F.I.E.S. de cette prison sont parmi les plus dures de l'Etat espagnol.

Il y a entre 4 et 6 détenus F.I.E.S. soutenant la lutte depuis le début.

Ils ont commencé une grève de promenade en novembre dernier et la maintiennent.

Les communications sont surveillées, ce qui les rend difficiles aussi bien entre détenus qu'avec les groupes de soutien. Par exemple, ils n'ont pas pu recevoir le bulletin de communiqués envoyés de l'extérieur à tous les prisonniers.

Le 11/01/00, des matons ont tabassé à coups de barre de fer un détenu F.I.E.S. participant à la lutte, et lui ont cassé le bras.

Deux prisonniers en lutte ont entamé une grève de la faim le 21 février, qui devait durer jusqu'au 13 mars, puis ont envisagé de la prolonger indéfiniment et, selon les fonctionnaires de la prison, ils l'ont arrêtée au bout de 40 jours sans manger. L'un d'eux reste très affaibli et a déjà eu des hallucinations.

En commençant la grève de la faim, ils ont présenté une dénonciation du régime F.I.E.S. qui compte plus de 80 points.

C.P. QUATRE CAMINS (La Roca del Vallès, Barcelone)

Dans cette prison, plusieurs détenus, tous en second degré, sont intéressés par la lutte. La



majorité est solidaire des actions revendicatives, mais de façon non-active, à part deux personnes qui ont suivi la grève de 4 jours.

L'un d'eux a pris l'initiative personnelle de faire un jour de grève de la faim par semaine en augmentant progressivement le nombre de jours. Chaque mois il ajoute un jour de grève par semaine (D, S-D, V-S-D, …).

Ce même détenu a rassemblé 55 signatures d'adhésion aux 3 revendications auprès d'autres prisonniers. Il a été et reste très actif lors des

campagnes de solidarité pour d'autres détenus, et il a distribué dans la prison des pétitions, des cartes de soutien, etc.

On lui a également censuré une revue, plusieurs cartes, des pétitions et les tracts de la manifestation du 26/02.

Il est très important de souligner que certaines des personnes qui ont fait les grèves de la faim ont le SIDA, ce qui peut affaiblir leurs défenses et empirer leur état de santé. De plus, beaucoup d'entre elles voient leurs communications surveillées, ce qui ne facilite rien.

AUTRES PRISONS OU DES DETENUS ONT PARTICIPE A LA LUTTE

C.P. MADRID V (Soto del Real) et C.P. BRIEVA (Avila) : les femmes du 2° degré ont fait un “ txapeo ” pendant les 4 jours de grève collective en solidarité.

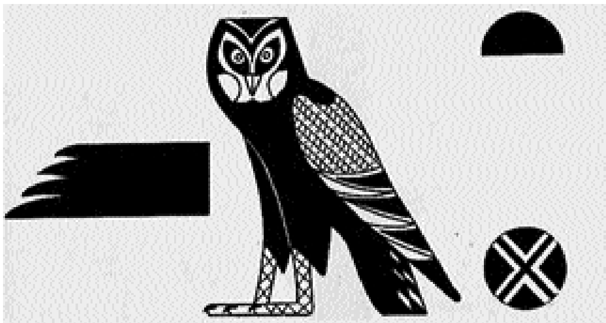
C.P. MADRDI II.

C.P. VALDEMORO (Madrid).

C.P. PALMA DE MAJORCA.

C.P. PALENCIA (un détenu F.I.E.S. en lutte a été transféré en 2° degré).

CP VILLANUBLA (Valladolid) : le 5/02/00, un prisonnier F.I.E.S. a réagi à un tabassage des matons. Deux geôliers ont été poignardés, le détenu a eu le crâne ouvert en 3 endroits et il a



été couvert de bleus. Ensuite ils l'ont laissé attaché 4 jours, sans nourriture et sans eau (les 3 premiers), le tabassant la nuit. Au bout de quelques jours, quand il était assez mal en point, ils ont voulu l'emmener chez le médecin mais il a refusé. En représailles, des matons sont entrés dans sa cellule armés de matraques, de raquettes, etc. et l'ont tabassé. Puis ils l'ont enfermé dans un autre quartier où il a perdu connaissance. Il a été transféré à la prison de Topas à Salamanque.

CP TOPAS (Salamanque).

CP NANCLARES DE LA OCA (Vitoria) : des détenus de 2° degré suivent la grève. Trois ou quatre d'entre eux sont passés en procès le 28 mars pour des lettres de menace écrites à des juges dans le but d'être transféré en Catalogne et de sortir des F.I.E.S. pour dénoncer la situation. Un détenu a lu au cours de l'audience un communiqué racontant ce qu'ils vivaient, en faisant référence à la résistance aux F.I.E.S..

CP PUERTO 1 (Cadiz).

CP HERRERA DE LA MANCHA : 4 détenus ont participé à la grève 2 jours chacun.



CP NAVALCARNERO.

CP HUELVA II.

CP VILLABONA (Gijon, Asturias).

CP PONENT (Lleida) : un détenu au 2° degré soutenait la lutte, mais quand il a collé l'affiche de la manifestation du 26/02, ils ont menacé de le mettre en isolement.

CP CAN BRIANS (Barcelone) : démonstration de solidarité parmi les 2° degré et dans le quartier de femmes, où les matons ont récupéré les affiches de la manif une par une.

CP GIRONA : des détenus du 2° degré se tiennent informés et sont solidaires de façon moins active.

MODELO (Barcelone) : des détenus du 2° degré se montrent intéressés par la mobilisation.

ACTION DE SOUTIEN : DEPLOIEMENT DE BANDEROLES

Dans le but d'appeler à la manifestation, le 11/04, un groupe a investi les arènes abandonnées depuis des années et a déployé du 3° étage deux banderoles (25 m^2), l'une appelant à la manif du 15/04 et l'autre en solidarité avec l'assemblée de soutien aux prisonniers en lutte et appelant à la marche sur la prison de Quatre Camins, le même jour.

COMMUNIQUÉ

FØvrier 2000
FØvrier 2000
FØvrier 2000

EN OCTOBRE dernier a commencé à circuler une proposition de lutte qui voulait embrasser les diverses positions. Après 5 mois, le bilan est loin d’être positif.

Dans de nombreux quartiers d’isolement, nous faisons une grève de la promenade et les compagnons classés deuxième degré et ceux de l’isolement (premier degré) ont adhéré à la grève de la faim de 4 jours, en pensant être soutenus par l’ensemble du mouvement pro-détenus. Jusqu’à maintenant, les initiatives du mouvement ont brillé par leur absence... (nous n’exagérons pas). Les seuls à nous avoir apporté quelque chose de concret, ce sont les anarchistes. Nous parlons de l’anarchisme informel, des rebelles. Ils sont peu nombreux, avec peu de moyens, mais ils participent réellement à la lutte. Dans toute l’Euskal Herria, ils ont collé des affiches, bombé les murs... A Madrid, à peu près la même chose. Dans tout l’Etat espagnol, mis à part chez les compagnons de Salaketa Bizkaia* et chez quelques autres, tout est très confus : beaucoup de mots, de réunions, de doutes et rien de clair.

On nous a proposé de faire la grève de la faim pendant la semaine sainte. Ils n’ont pas tenu compte de la répression qui a fait suite, dans les quartiers d’isolement, à notre tentative de nous organiser, et des difficultés que nous avons à rester unis. Nous comprenons les problèmes que rencontrent les collectifs et les groupes, dans la rue, pour coordonner les énergies disponibles ; mais nous avons l’impression que les discussions stériles et les actions folkloriques sont une perte de temps. Suite à cela, nous avons décidé de faire la grève de la faim du 16 au 19 mars. Nous ne pouvons plus attendre : trop de détenus ont perdu confiance, et quelques uns sont déjà en grève de la faim.

Nous avons demandé aux copains d’autres pays d’appuyer notre grève en faisant des rassemblements devant les ambassades espagnoles. Nous n’attendons pas des manifestations massives, nous comptons seulement sur quelques camarades rebelles et anarchistes. En toute franchise, nous ne savons pas s’ils pourront s’organiser ensemble et espérons le savoir avant le 16 mars. Nous espérons plus, mais nous devons partir de l’idée que nous sommes seuls (nous ne le sommes pas, mais cette pensée nous évitera d’être déçus). A l’ensemble des mouvements, nous demandons d’appuyer ces 4 jours de grève avec les actions qu’ils jugeront opportunes, tracts, occupations, rassemblements, bombages... Nous envoyons des copies au plus grand nombre possible de compagnons détenus pour que ceux qui veulent participer à la grève de la faim signent cet appel, après avoir bien réfléchi. Nous ne jouons pas, car depuis le début de la lutte, de nombreux compagnons ont été torturés, et beaucoup d’entre nous font la grève de la promenade depuis des mois. A ceux et celles qui signent, rendez-vous le 16 mars, indépendamment des transferts qui pourraient avoir lieu. A cette date nous sommes une centaine à avoir adhéré et il nous reste un mois pour essayer d’être plus nombreux. Les revendications de base sont : fin des transferts, libération des malades et abolition du F.I.E.S.

A tous les camarades en grève de la faim ou de la promenade, nous demandons de discuter des suites à donner au mouvement, une fois la grève de quatre jours terminée, en se rappelant que les grèves ne sont pas à durée indéterminée et que nous devons chercher des moyens de pression plus efficaces ; et même si en isolement on a l’impression d’être seul, de nombreux compagnons, à la promenade, manifesteront leur solidarité.

Ce communiqué est celui de ceux qui le signeront et qui donneront leur énergie pour lutter contre tout ce qui nous fait souffrir.

JUSQU’A LA LIBERTE

* Collectif basque contre les prisons

Notes des traducteurs : le F.I.E.S. est divisé en 5 degrés ; le premier degré est le plus dur, il est aussi appelé isolement.
Au début du texte, il est question d’un mouvement qui embrasserait les diverses positions : il existe une partie réformiste dans le mouvement de lutte contre les F.I.E.S.. Par exemple, les Mères contre la drogue - qui luttent contre les abus et les mauvais traitements en prison - participent activement.

De Picassent *

* nom de la prison où est détenu l'auteur du texte

ICI NOUS sommes toujours barricadés, depuis le 15 décembre. A l'extérieur naissent des débats et coordinations, soit dans le milieu militant, soit au sein de collectifs pro-détenus qui parlent, écrivent, font des réunions pour discuter des moyens de faire avancer la proposition de lutte efficacement. Nous, de l'intérieur, continuons à écrire à d'autres détenus pour qu'ils s'unissent à la lutte et grossissent nos rangs. Notre travail de fourmi pour convaincre le plus de gens possibles consiste surtout à envoyer des lettres personnelles et des communiqués qui ont été publiés par la revue Betu, par Salaketa et Vis à Vis, une revue qui est reçue par tous les détenus enfermés sur le territoire espagnol. Nos messages sont adressés principalement aux détenus F.I.E.S. et à ceux classés « premier degré », qui ont les conditions



les plus dures ; actuellement, nous attendons les réponses qui commencent à arriver nombreuses. La chose la plus intéressante, c'est que de nombreux collectifs extérieurs sont disposés à nous appuyer avec des initiatives du genre se barricader dans des lieux stratégiques à l'occasion d'une grève de la faim de 4 jours (4 comme les murs qui nous enferment) que nous commencerons dès que nous nous serons mis d'accord sur une date.

Le temps est venu de lutter, car si nous ne faisons rien pour qu'ils respectent au moins leurs lois maudites, ils continueront à décharger sur nous toutes leurs frustrations.

Cette fois-ci, nous essaierons d'avancer dans notre lutte aux côtés de groupes pro-détenus et d'individualités anarchistes. Quelques camarades ont publié récemment un dossier F.I.E.S. et un autre plus complet est en préparation.

L'importance du débat est de mettre en évidence que la prison, la société et la répression marchent ensemble.

Il va de soi que dans ce débat se mêlent les opinions et les analyses politiques de la partie réformiste proche des organisations humanitaires qui pensent que la prison est mauvaise mais nécessaire ; et les nôtres, car étant anarchistes, nous ne pensons qu'à la dynamiter.

En réalité, la prison reste un monde inconnu et nous avons besoin de l'aide et de l'intérêt de tous pour que ça change. L'essentiel est de ne pas répéter les erreurs du passé, en évitant de laisser ceux qui ne pensent pas comme nous prendre les décisions. C'est notre lutte, et que ceux qui pensent y réaliser un profit politique s'abstiennent ; nous ne voulons pas de double jeu, ni que les luttes des détenus soient utilisés pour d'obscurs intérêts.

Pour tout cela, nous demandons aux compagnons qui veulent soutenir ces luttes de casser la monotonie et le rythme de vie dangereux que le système pénitentiaire impose avec ses règles et ses codes, avec ses cachets et ses traitements psychiatriques, son éthique et ses lois, afin de créer un mal-être généralisé au sein du système et chez ceux qui le font marcher, pour qu'ils commencent à respecter leurs propres lois. Ce sont les grandes injustices qui créent le mal-être, par exemple le non-respect des dispositions des tribunaux de surveillance et de la dignité des détenus, les tabassages continuels, la torture envers des personnes menottées, qui ne cesse même pas en cas de perte de connaissance, la constatation que les dénonciations de ces mauvais traitements n'a jamais de suite, voir mourir pas mal de gens de maladies graves.

Donc, tant qu'il y aura ces mauvais traitements, que le mal-être s'étende à tous, même aux geôliers.

Claudio Lavazza

POUR JOSE ROMERA, MORT EN FÉVRIER DANS LE CENTRE D EXTERMINATION DE L'ETAT ESPAGNOL DE PICASSENT, VALENCIA.

JOSE ROMERA CHULIÀ était avec nous depuis le début du F.I.E.S. Il y a peu, ils l'ont transféré à la section 8 du 1er degré ici à Picassent. Ils l'ont gavé de toutes sortes de drogues psychotropes et de calmants. Il lui restait 6 mois à tirer avant la liberté, il délirait déjà... Toutes ces années dans les F.I.E.S. (dix ans d'isolement) ont eu raison de sa force mentale, mais pas physique. C'était un gaillard de deux mètres, mais ces maudites unités ont ouvert une brèche en lui. J'ai parlé avec le directeur et je lui ai demandé comment il était possible qu'il se soit pendu puisqu'il était à l'hôpital avec le P.P.S. (Prévention des Suicides Possibles), et il m'a dit que pendant un moment de négligence il s'était pendu. A présent il n'est plus avec nous, tout comme c'est arrivé l'été dernier à Sebas et à tant d'autres. Les gens disent que les unités F.I.E.S. ne font de mal à personne et lui, après 10 ans de souffrances, il n'en pouvait plus ! (qu'au moins ils aient les couilles de nous tuer face à face).
C'était une personne très belle, sensible et noble ; cette merde mérite que nous la dynamitions et nous réussirons.

ILS NOUS TUENT DIRECTEMENT OU INVOLONTAIREMENT
S'IL FAUT MOURIR QUE CE SOIT EN LUTTANT

R.B.C.L. depuis le F.I.E.S. de Picassent

EVASION ET RÉVOLTE

Je vous fais un petit compte rendu à propos des derniers événements... Le dimanche 28 novembre, aux environs de midi, moi et deux autres compagnons (Daniel Ramirez et Manuel Gomez, c'est-à-dire Manolo et Dani) avons essayé de nous évader en sautant par-dessus les murs. Nous avons réussi à escalader le premier mur avec une série de cordes que nous avons nous-mêmes construites et un agrès de gymnastique que nous avons arraché du sol. Nous avons ainsi pu accéder au toit et nous y sommes restés plus de trois heures. Au départ - juste pour vous dire -, Dani avec toute sa rage et son impuissance a lancé des pierres contre les flics qui, armes à la main, ont pris la fuite comme s'ils avaient le diable au corps... pour se réfugier dans une guérite. Ils y sont restés jusqu'au moment où nous avons disparu par les toits (quel courage, messieurs les héros de la Sainte Patrie...). Les autres prisonniers - plus de sept cent hommes et femmes réunis -, en nous voyant sur les toits, nous applaudissaient et criaient un tas de slogans et de revendications.

Des draps qui brûlent aux fenêtres, des cris de liberté et d'anarchie, bref, une petite révolution ! Nous étions plongés dans ce climat lorsque, trois heures après la prise du toit, ils nous informent que " s'il vous plaît, monsieur le directeur voudrait parler avec vous ". A plusieurs reprises, nous avions déjà refusé de négocier quoi que ce soit. Cette fois-ci, nous avons pourtant accepté d'écouter ce qu'ils avaient à dire. Alors que nous discutions avec le directeur (nous sur les toits et lui en bas), toute la clique des matons donne l'assaut en sortant d'une trappe du toit, armés jusqu'aux dents : boucliers, casques, gilets anti-poignards, barres de fer, sprays, etc. Vous pouvez imaginer, camarades, ce qu'ils sont lâches... Nous commençons à leur jeter des pierres (elles se trouvent par milliers sur les toits) et, malgré tout leur équipement anti-émeutes, nous les faisons reculer. Ils sont donc restés avec leur envie de nous tabasser... vous savez déjà, camarades, que ces gens-là ne sont capables de nous torturer que si nous sommes bien menottés pieds et mains au lit. A la fin, quand nous avons décidé de descendre, nous l'avons fait avec nos propres jambes... Maintenant, comme d'habitude, il y aura des tortures, des provocations (leurs fameuses mesures de sécurité !) et tout le reste.

Tout cela n'est qu'une conséquence supplémentaire de la répression et de l'abus dans le fameux camp d'extermination nazi de Jaen II.

Santiago Cobos Fernandez

Les rebelles sont des hommes et des femmes insurgés et souvent violents parce que le vrai rejet est générateur de rage et de colère.

Dans un monde où se prostituent les mots, on a dénaturé la violence en oubliant qu'elle fait aussi partie de l'être humain. La violence est inacceptable quand elle est monopolisée et utilisée pour perpétrer l'oppression en favorisant les intérêts d'une classe privilégiée et respectueuse des lois ou simplement en faveur des intérêts personnels et opportunistes.

D'en haut ils ont momifié le genre humain : la solidarité, la rébellion, la nécessité du regroupement malgré nos différences, etc.

Le pouvoir a enfermé les différences intérieures de l'être humain dans une réalité imposée et monolithique qui permet à l'Etat de contrôler, gérer et détruire la société entière dans une sorte de schizophrénie collective qui nous éloigne toujours un peu plus de l'essentiel.

Nous, les anarchistes, croyons que le discours pacificateur dans une société où l'Etat favorise la violence est incongru. Nous plaidons pour la démonopolisation de la violence et la réappropriation de celle-ci à un niveau individuel de façon à l'assumer et de l'autogérer dans l'espoir de pouvoir un jour vivre en paix .

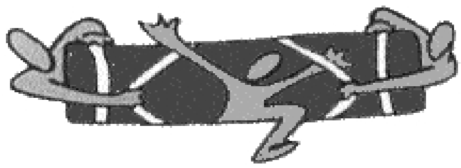
UN REBELLE

POUR LA DIGNITÉ DES PERSONNES EMPRISONNÉES

DISPARITION DU RÉGIME F.I.E.S. ET DE TOUT TYPE D'ISOLEMENT

En 1991, surgit de façon clandestine le régime répressif F.I.E.S. (Fichier des “ Internés ” avec un Suivi Spécial). Avec ce régime pénitentiaire on isole, on contrôle, on maltraite, torture et assassine ceux qui dénoncent et montrent sous son vrai jour le système qui régit aujourd'hui les centres d'extermination de l'actuel état fasciste espagnol.

On applique à chaque détenu-e classé-e F.I.E.S. un mode de vie qui suppose la



disparition du moindre bénéfice pénitentiaire, un isolement total de 20 à 23 heures par jour, des fouilles de cellules quotidiennes et des fouilles à corps arbitraires, des changements de cellule et l'impossibilité de cohabiter avec d'autres détenu-e-s, un rapport journalier sur ce qu'ils font, avec qui ils sont en contact et quel type de rapport ils entretiennent, un contrôle systématique des relations avec l'extérieur, puisqu'on peut leur refuser pendant des années tout droit de visite, une surveillance des communications y compris comme norme habituelle la censure du courrier, des menaces continuelles et des tabassages au gré des matons tout puissants et couverts par les médecins de la prison.

Ce système de contrôle direct peut être appliqué pendant des années voire des décennies. A ceci s'ajoute les mauvais soins médicaux et sanitaires qui laissent les prisonniers totalement démunis face aux abus de pouvoir continuels. Quand ils font une réclamation ou portent plainte, tout dépend du tribunal de vigilance pénitentiaire qui n'est pas seulement complice et protecteur, mais qui est aussi un promoteur de ces pratiques, qui sont illégales et de plus complètement inhumaines et contraires à l'Etat de droit dans lequel ils prétendent que nous vivons, ils approuvent la torture et la mort comme méthode de punition.

LIBÉRATION DES MALADES

Les conditions de vie dégradantes dans les prisons entraînent dans de nombreux cas le désespoir, et l'administration en profite pour introduire des drogues comme l'héroïne, afin de maintenir les détenus sous son contrôle total, tout en niant l'existence de ces faits. La majorité des personnes emprisonnées qui consomment cette drogue ne disposent

d'aucun moyen sûr pour son administration, restant ainsi à la merci d'une contamination par des maladies graves comme le SIDA ou les hépatites. En effet, la seringue que peut obtenir un prisonnier est réutilisée par de nombreux-ses autres et les conditions d'hygiène du centre pénitentiaire laissent beaucoup à désirer. Cette situation place de nombreux détenus en phase de maladie terminale, et en vertu de leurs lois elles-mêmes, ils devraient leur accorder la libération conditionnelle. Mais une autre des irrégularités qui se commettent impunément à l'intérieur d'un prison est le refus par les institutions pénitentiaires soutenues par le gouvernement actuel, de libérer ces malades. Quand parfois ils ont appliqué cette loi, le malade est mort dans les jours voire les heures suivant sa libération. Pour eux, la véritable condamnation pour un détenu en phase terminale est la peine de mort.

Arrêt de l'éloignement

L'éloignement des personnes incarcérées de leur famille et de leurs relations sociales est également une des méthodes de torture psychologique les plus courantes, étant donné que cela rend presque impossible les visites de parents et d'ami-e-s, coupant les détenu-e-s de leur vie. Cette situation est en de multiples occasions dénoncée par le détenu lui-même. Celui-ci réclame son transfert, ce qui peut prendre des années, transformant la cohabitation du prisonnier avec la prison en une attente angoissée et rendant le contact avec les parents, amis et les avocats beaucoup plus lent et difficile, en raison des grandes distances qui très souvent les séparent. Les personnes incarcérées perdent le contact avec les personnes que, libres, elles fréquentaient. L'administration évite constamment de résoudre ce problème en faisant obstacle aux décisions de transfert par d'injustifiables tracas bureaucratiques dont le détenu met des années à triompher.

Pour toutes ces raisons, nous sommes nombreux à manifester notre solidarité avec nos camarades incarcérés. Nous voyons dans la prison un instrument répressif, brutal et déshumanisant aux mains de l'Etat et nous refusons sa prétendue fonction de réinsertion. Et nous revendiquons comme une nécessité et pour la dignité des personnes en prison :

- *la disparition des F.I.E.S. et de tout type d'isolement*
- *la libération des détenus malades*
- *et la fin de l'éloignement*

CHAQUE PERSONNE QU'ILS ENFERMENT EST UN MAILLON DE TA PROPRE CHAINE.

(Texte traduit de l'espagnol.)



DE LA NOIRCEUR DES GEÔLES



Le F.I.E.S. (l'équivalent des QHS) est un régime carcéral spécial des prisons espagnoles. C'est une prison dans la prison, une abomination dans l'abomination, où des dizaines d'individus subissent chaque jour toutes sortes de privations, brutalités et tortures.

Dans les tréfonds des cellules du F.I.E.S., les surveillants ont carte blanche sur la vie du détenu. Dans ces cellules, comme dans toutes celles des prisons spéciales du monde, on pratique un programme scientifique d'élimination de ceux qui ne se soumettent pas.

Plusieurs prisonniers en Espagne ont commencé une lutte commune *pour en finir avec le F.I.E.S, pour s'opposer aux transferts continuels et pour libérer les détenus malades.*

Leur message s'adresse à ceux qui sont " dehors ", à ceux qui, dans les villes ou dans les campagnes, vivent l'existence des prisons comme une agression supplémentaire à leur propre liberté.

C'est sur notre soumission qui s'érigent, mal cachés aux yeux de tout le monde, les prisons, les maisons de correction, les centres de rétention, les asyles psychiatriques : ils représentent la menace extrême, le language le plus clair par lequel s'exprime cette société bâtie sur le profit, sur la domestication collective, sur la normalisation.

Pour ceux qui en ont assez d'une vie à coups de bâton, décolorée par l'ennui et enrôlée par le bon sens, une invitation de tout coeur à appuyer cette lutte.

Une lutte qu'il faut étendre à tous les lieux fermés de ce monde, pour abattre les murs et les barreaux, pour conquérir toute la liberté qui est à nous.

À LA NUIT DES VILLES

Affiche tirée à 2000 exemplaires et collée dans plusieurs villes en France.
Pour en recevoir, écrire à l'adresse de *Tout le monde dehors !*

QUELQUES NOMS D'ENTREPRISES QUI PARTICIPENT PLEINEMENT À L'EXPLOITATION CARCÉRALE :

CITROEN, CAUCHODREN, FAGOR, ALECOP, EL CORTE INGLES, CAMPER, MAMUT, PRYCA, ALCAMPO, CHAMPION, HIPERCOR FORD, entreprise de construction FCC, ONG'S comme CARITAS FINANCIACION FEDER (fond européen de développement régional).

SI NOUS PUBLIONS cette liste d'entreprises qui participent à l'exploitation du travail dans les prisons ce n'est pas parce qu'elles donnent des salaires de misère ou parce que les prisonniers qui travaillent n'ont pas accès aux droits syndicaux... Ceci nous paraît, avec tant de respect, une bêtise, il ne s'agit pas de cela.

Par exemple FORD paye autant les prisonniers que ses ouvriers traditionnels. Le problème est plus profond.

Il s'agit de dénoncer ces crapules (et ceux qu'on a omis par méconnaissance... tu peux toi-même compléter la liste) pour leur complicité avec les tortures et abus qui sont commis quotidiennement dans ces centres d'extermination. Ainsi, les juges d'applications des peines, le collège des avocats, juges, police, les médecins qui couvrent les violences, les assistants sociaux... sont aussi responsables des malversations carcérales.

Il existe une fonction législative et une fonction réelle... Nous ne sommes pas des avocats ni des spécialistes du soutien... Quand les communiqués des camarades séquestrés arrivèrent chargés de rage et de lutte continuelle nous vîmes une prolongation de nos propres désirs et inquiétudes, puisque pour nous la prison est une menace et une expérience à ne pas vivre. Pour cela, la destruction de ces murs est une idée-force qui te pousse vers des valeurs de solidarité entre les opprimés... Comment concrétiser cette idée ? C'est quelque chose que personne ne peut donner comme recette exclusive, mais une valorisation propre qui à un moment donné peut s'étendre à l'infini. Connaître nos moyens et ce que notre pensée développe sans limite... En définitive nous qui écrivons ce texte nous avons la certitude que pour y arriver, il faut d'abord le désirer avec le cœur et ensuite le faire (ce dossier peu prétentieux en est un exemple), peu importe si cela entre dans la légalité ou en sort.

La légalité et l'illégalité ce sont les instruments que le pouvoir utilise dans la pratique pour isoler et criminaliser les rebelles. La volonté de détruire ces maudites prisons est un instrument en notre possession et aucun réformiste ou révolutionnaire de salon ne pourra jamais nous l'enlever. Les prisons sont un foyer de conflit permanent, surtout dans les maudits quartiers d'isolement. Ce conflit est personnifié par nos amis et camarades qui sont appelés dans la presse « les plus dangereux », dangereux en effet pour leur fausse paix sociale, leur ordre désordonné, leurs biens et possessions, leurs vies médiocres... Dans la rue, nous qui souffrons aussi de la prison sans barreaux, les bien-pensants nous appellent provocateurs, terroristes et délinquants. Oui, effectivement nous sommes dangereux !



Le danger que cet Etat de droit s'effondre, c'est cela leur peur.

La possibilité des négociations ne nous préoccupe point, pas non plus le danger que des crapules n'ayant rien à voir avec notre lutte se consacrent à faire carrière pour occuper la une dans les moyens de communication du pouvoir.

Notre seule préoccupation sont nos amis et compagnons qui luttent, nous ne pensons qu'à eux.

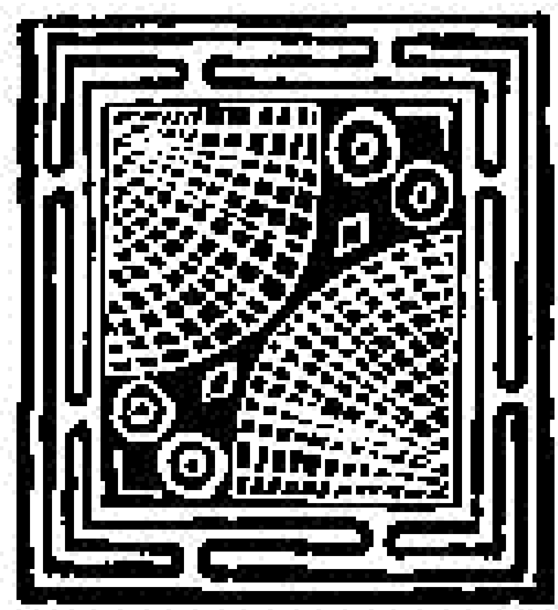
Nous soutenons leurs revendications mais jamais nous ne soutiendrons ni négociations ni négociateurs, ni mandarins et avocats. Négocier, c'est reconnaître la légitimité de ceux-ci. Est-il légitime de planifier l'extermination commise au nom du peuple pour soi disant nous protéger ? L'autorité est-elle légitime ? Nous pensons que non, et merde aux négociateurs et à l'Etat.

Nous continuerons à lutter, nous n'arrêterons jamais jusqu'à ce que le dernier vestige, le dernier mur de la dernière prison ne s'écroule. Ceci seulement nous intéresse ; c'est notre idée-force. C'est un apport au débat, c'est un espace de lutte et de communication que nous essayons de créer.

(Texte adapté de l'espagnol)

POUR EN FINIR AVEC LE F.I.E.S.

Le F.I.E.S. (littéralement, Fichier Intérieur de Suivi Spécial) est un régime de déténtion que l'Etat espagnol a institué en 1991 sous l'impulsion d'Antonio Asuncion - directeur général des prisons et actuel chef du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol d'Alicante -, afin d'isoler du reste de la population carcérale les prisonniers considérés comme les plus “ dangereux " (accusés de tentatives d'évasion, de prises d'otages de matons, de meurtres de policiers, de rébellion en prison, de “ bande armée ", etc.)



Des anarchistes, des membres de l'ETA et des GRAPO, des antimilitaristes, des révoltés sociaux figurent sur la liste des prisonniers F.I.E.S. (environ 80 personnes) et sont contraints de passer une partie de leur détention - pour une période qui peut aller jusqu'à plusieurs années - dans un isolement presque total, dans des divisions à part. Pendant cette période, ils subissent toutes sortes d'humiliations et de mauvais traitements : du refus des parloirs à la censure et à la limitation du courrier ; des fouilles corporelles intégrales (jusqu'aux rayons X) aux passages à tabac ; des tortures physiques à celles psychologiques (avec la collaboration totale des médecins). Le F.I.E.S. - instauré progressivement comme riposte aux luttes très dures menées contre la prison à la fin des années 70 - est un programme scientifique d'observation et d'anéantissement divisé en cinq degrés, dont le premier ressemble à un mitard sans fin. Depuis 1991, onze personnes soumises à ces conditions infâmes sont mortes (dont trois depuis le début de cette année).

Si la prison représente la face sombre de cette société, le F.I.E.S. - issu d'une simple circulaire administrative et légalement “ suspendu " - est l'ombre de la prison, son coin le plus noir. Le spectre du châtiment - chantage exercé sur les individus qui, “ dehors ", ne veulent pas se soumettre - se double de l'existence même du F.I.E.S. Son institution a été la confirmation concrète au vieux principe selon lequel au pire il n'y a pas de fin. Et pourtant...

Pendant ces années, les luttes des prisonniers n'ont pas manqué, ainsi que les initiatives de solidarité avec eux, de soutien à leurs combats et de protestation contre les institutions espagnoles. Depuis le mois de mars, les prisonniers eux-mêmes ont commencé plusieurs formes de luttes (grève de plateaux-repas, de “ promenades ", de la faim) décidés à obtenir :

- *la fermeture des divisions F.I.E.S.*
- *la libération des malades*
- *la fin de l'éloignement et des transferts continuels*

Ce n'est que l'action solidaire qui peut pousser l'Etat espagnol à céder. Pour cela, les prisonniers demandent un appui extérieur international.

Dans ce cadre, une proposition a été faite d'une mobilisation en Italie, ouverte à tous ceux auxquels cette question tient à cœur, à l'exclusion des politiciens, des journalistes et des différents représentants des institutions.

Nous pensons qu'une telle lutte mérite d'être élargie et soutenue partout. Une invitation à tous les mutinés de la prison sociale...

Les quartiers d'isolement existent également ici. Briser les frontières nationales pourrait représenter le premier pas pour briser, de ce côté-ci des Pyrénées, la frontière sociale par excellence : les murs des prisons.

(Texte envoyé à toute la presse libertaire)

A l'adresse de *Tout le monde dehors !* sont également disponibles des textes plus généraux contre la prison sociale, des autocollants, des tracts, une affiche, etc.

Par ailleurs, des soirées ou des discussions informelles ont été organisées à Dijon, Lyon, Nantes, Genève. D'autres sont prévues prochainement.

Réunion tous les mercredis à 18h30, au 21 ter, rue Voltaire, 75011, Paris, M° rue des Boulets.

Adresses dans l’Etat espagnol

[Anarchist Black Cross - Barcelone
Apartado de Correos 25
08922 santa Colomba
Barcelona
e-mail : ignasi18@jazzfree.com

[Salaketa
C/ Mayor 21 1° deha
Navarra
48000 Pampelune
Tel : 00 34 948 22 29 88

[Orereta
A.PDO 365
20100 Gipuzkoa

[Maldoror (Barcelone)
maldoror@aleph.pangea.org

[A.C.P.
http://acp.sindominio.net/

Adresses en Italie

[Cavalli Alati del Maestrale
MBE 338
Corso Giulio Cesare 89/b
10154 Turin
e-mail : cavallialat@hotmail.com

[Breccia (Verone)
e-mail : breccia@ecn.org
www.ecn.org/breccia

ADRESSES DE DÉTENUS

+ **<u>Andres Liamosas Sanchez :</u>** C. P. Valdemoro (m° Infermeria) - C.ra Pinto san Martin de la Vega - 28340 Valdemoro (Madrid).

+ **<u>Claudio Lavazza. José Maria Moreno Lindez. Roberto. Gilbert Ghislain :</u>** C.P. Picassent III – M° 9 bis (Preventivos) - Apdo 1002 - 46225 Valencia.

+ **<u>Carlos Aiberto Rios Gorizales, José Francisco Valle Molina, Roberto Gomez Fernandez, Jaime de La Cruz Jimenez, Francisco José Blesa Pintado :</u>** C.P. Soto del Real - C.ra Comarcal, 61 - 28791 Madrid.

+ **<u>Farid Halifa Belaim :</u>** Villanubla (m° F.I.E.S.) C.ra Madrid-Gijon - 47014 Valladolid.

+ **<u>Fernando Ramos Alvarez :</u>** C.P. Aranjuez (m° 1) -28300 Aranjuez.

+ **<u>Giovanni Barcia :</u>** C.P. Badajoz - C.ra Olivenza Km 7.300 - 06010 Badajoz.

+ **<u>Giorgio Eduardo Rodriguez :</u>** C.P. Topas (m° 4) - 37799 Salamanca.

+ **<u>Gabriel Pombo da Silva :</u>** C.P. Nanclares de la Oca - Barrio Camino Garabo (m° 4) - 01230 Gasteiz (Araba).

+ **<u>Gabriel Bea Sampedro :</u>** C.P. Teixeiro (m° F.I.E.S.) - 15310 Curtis a Conina - Galizia.

+ **<u>Jesus Serrano Moren :</u>** C.P. Ocana I. C/ Martires, 4 Ac: 7 - 45300 Ocana - Toledo.

+ **<u>Juan Manuel Perez Liorente :</u>** C.P. Valdemoro (m°4 F.I.E.S.) - C.ra Pinto San Martin de La Vega -28340 Madrid.

+ **<u>Juan Antonjo Lucas Garcia :</u>** C.P. Daroca. C.ra Nombrevilla s/n. - 50360 Daroca - Aragon.

+ **<u>José Gallan Ortega :</u>** C.P. Navalcarnero Madrid IV (m° 5). AC: 195 - 28600 Madrid.

+ **<u>José Chorro Leal :</u>** C.P. Valdemoro (m° 4. 1° fase F.I.E.S.) - C.ra Pinto san Martin de La Vega - 28340.

+ **<u>Manuel Gomez Lidon :</u>** C.P. Jaen II C.ra Bailen/motril Km 28 - 23071 Jaen

+ **<u>Michele Pontolillo :</u>** C.P. Villabona (m° 6) - Finca Tablaidelo - 33271 Gijon.

+ **Manuel Sanchez Canado :** C.PT Villabona - Fmca Tablaidelo - 33271 Gijon.

+ **Sacuador Estarlich Moran :** C.P. La Mora1eja - 34210 Duena Palencia.

+ **Santiago Cobos Fernandez :** C.P. La Moraleja (m° isolamento) - 34210 Duena Palencia.

+ **Sergio Sampedro Espinosa :** C.P. La Moraleja - La Moraleja - 34210 Duena Palencia.

+ **Suso Cela Seoane :** C.P. Badajoz - C.ra Olivenza Km 7,300 - 06010 Badajoz.

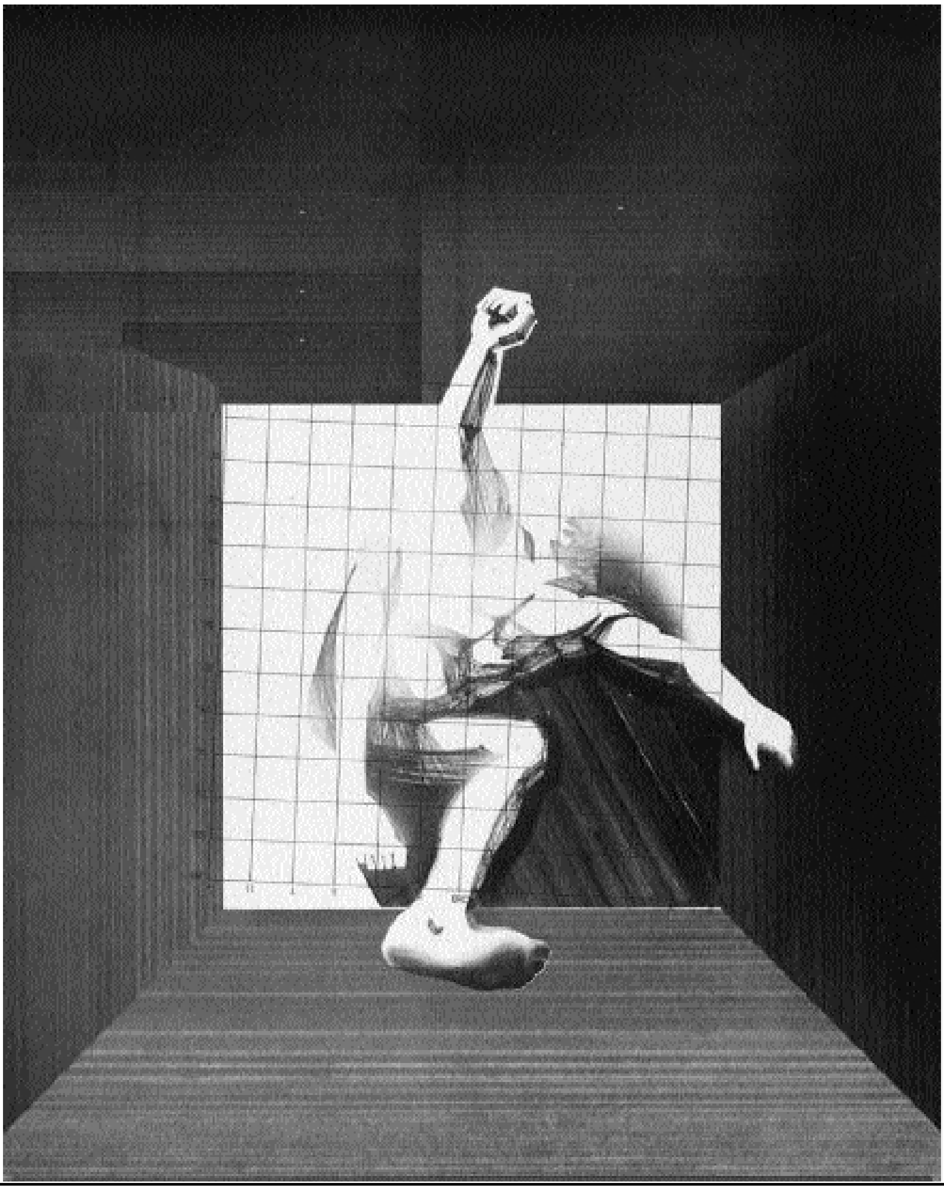
+ **Oscar Ruil Marin :** C.P. Alcala-Meco (m° 5) C.ra de meco km 5 - 28800 Alcala de Henares - Madrid.

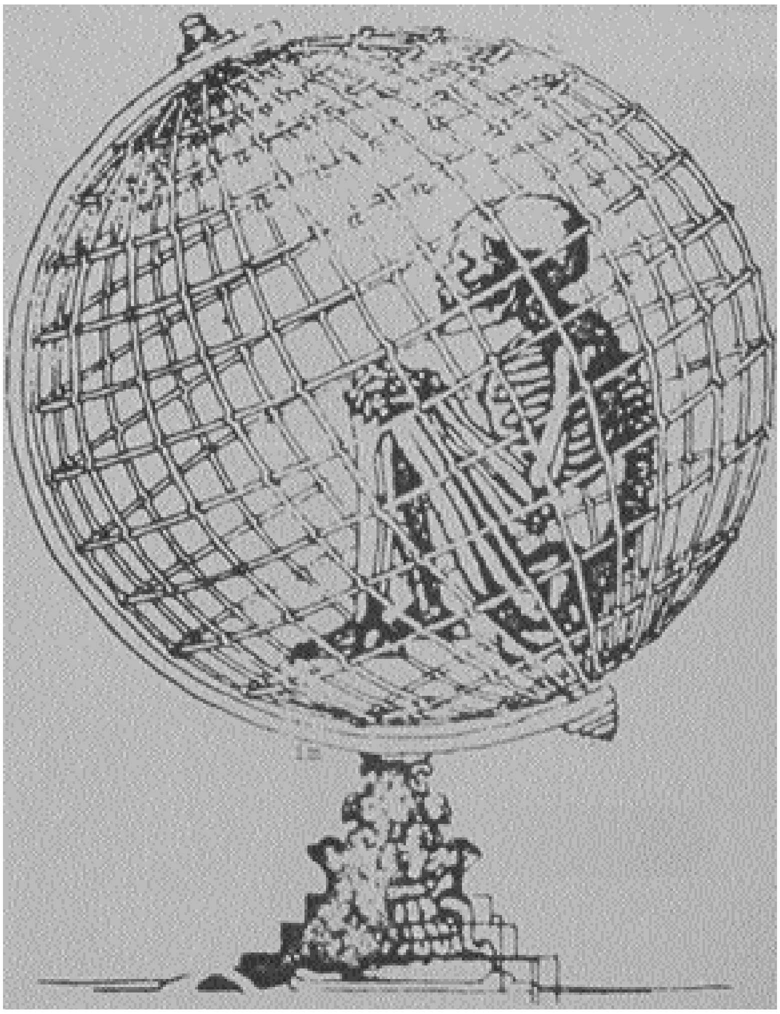
+ **Xosé Tarno Gonzales :** C.P. Teixeiro (m° 8) - 15310 Curds a la Comna - Galîzia.

+ **Angel Marco Bernard :** Mod. 2.
+ **Agustin Marco Ornad :** Mod. 2.
C.P. Nanclares de la Oca (m° 2) - Barrio Camino Garabo s/n. -01230 Nanclares de la Oca - Gasteiz (Araba).

+ **Juan Antonjo Caballero Gordillo :** C.P. de Martutene - Donostia.

+ **Unai Molinero, Aiberto Naya, JoseDh Ghanime, Taxio Ardanaz, Rafael fernandez Ferrete, Raul Alonco, Javier Gomez Sanchez :** Prision Militar di Alcala de Henares - C.ra de Meco Km 5 - 28805 Alcala de Henares (Madrid).





Tout le monde dehors !
C/o TCP
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris
e-mail : passemuraille@free.fr